

Le SNJ soutient les salariés de l'audiovisuel public, face à la stratégie de démolition appuyée par l'extrême droite

Tandis que plusieurs médias détenus par des milliardaires (Bolloré, Arnault, Dassault, etc.) accentuent leur **campagne de dénigrement du service public audiovisuel**, l'extrême droite a réclamé, cet automne, une commission d'enquête de l'Assemblée nationale, consacrée à “*la neutralité, au financement et au fonctionnement de l'audiovisuel public*”, qu'elle a rapidement détournée et instrumentalisée.

Menée agressivement par le rapporteur Charles Alloncle (député ciottiste de l'Hérault), cette commission s'est transformée en un tribunal d'inquisition où de nombreux parlementaires laissent libre cours à leur détestation de l'audiovisuel public.

Le Syndicat National des Journalistes a été auditionné à deux reprises, les 21 et 22 janvier.

Dans la foulée, une partie des réponses du SNJ a été utilisée et déformée par Europe 1 et CNews. Un seul but : marteler les contre-vérités et obsessions de l'extrême droite (en substance, “les médias penchent presque tous à gauche”, “le SNJ rêve de censure”, “les journalistes font partie d'une caste déconnectée de la réalité des Français”, “le RN ne doit pas être qualifié d'extrême droite”, etc.).



Cette campagne de dénigrement s'inscrit, hélas, dans la continuité d'attaques récurrentes contre l'audiovisuel public et ses salariés. Une forme de maltraitance sociale, menée depuis des années par le pouvoir politique :

- suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP, ex-redevance) ;
- réductions successives des budgets, imposées par les autorités de tutelle, gouvernement et Parlement (encore 80 millions d'euros d'économies exigées en 2026) ;
- suppressions d'emplois (plus de 1 500 emplois à France télévisions en l'espace de 10 ans, et d'autres sont programmées pour 2026).

Sur le terrain, les journalistes subissent de plus en plus d'insultes et d'agressions au cours de l'exercice de leur profession.

Réunis en comité national, les militantes et militants du Syndicat National des Journalistes apportent tout leur soutien aux plus de 15 000 salariés de l'audiovisuel public.

Paris, samedi 31 janvier 2026